

Les Accords de Lusaka et leurs implications

La guerre en République Démocratique du Congo est, à mon avis, seulement la tête de l'iceberg d'une crise de toute l'Afrique centrale. Il serait naïf de croire qu'il suffira que les Congolais se mettent autour d'une table et s'accordent sur le partage du pouvoir pour que la crise prenne fin. La guerre qui nous occupe depuis le 2 août 1998, comme celle de septembre 1996 est le résultat d'une vaste coalition de forces. On peut même dire qu'elle est le prolongement des guerres « des autres » sur le sol congolais, de 10 ans de guerre au Rwanda, 16 ans en Ouganda et 8 ans au Burundi. Les deux régimes de Idi Amin et de Mobutu ont été comme deux cancers dont les métastases ont fini par contaminer toute la région. C'est le même état-major militaire qui a mis fin au régime d'Idi Amin qui s'est engagé quatre ans plus tard dans la guerre contre le Rwanda, puis contre Mobutu. Le refus par Désiré Kabila de marcher selon les directives de ses protecteurs (Rwanda, Ouganda, Burundi) a été à l'origine de la guerre qui a éclaté le 2 août 1998.

La crise n'est dénouée dans aucun des pays. La mauvaise gestion et l'absence de régime démocratique, qui y ont, pour une part, conduit à la pauvreté, sont même aggravées par le comportement de dirigeants venus directement du maquis et faisant peu de cas des droits humains et des normes modernes de gestion politique.

Les parrains qui tiraient les ficelles de la guerre espéraient, par ailleurs, que le départ de Mobutu consacrerait l'éclatement du Congo et le passage de sa partie orientale sous influence anglophone de l'Ouganda et du Rwanda. La résistance inattendue de Kabila à cet impérialisme et la conscience nationale dont a fait preuve la population ont remis tous les plans en question. Le résultat est qu'au lieu de la mise en place d'un nouvel ordre en Afrique centrale, on s'y trouve confronté à un jeu incessant d'alliances opportunistes éphémères.

C'est la population qui en fait les frais, parce que la guerre se nourrit de la perversion de la mondialisation. L'exploitation des ressources du Congo y attire une mafia qui est devenue le support de la guerre. Le n° 209,§2 du rapport du Groupe d'experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC publié le 12 avril 2001 affirme que « les principaux motifs du conflit en République démocratique du Congo sont devenus l'accès à cinq ressources minérales de première importance : colombo-tantalite, diamant, cuivre, cobalt et or ainsi que le contrôle et le commerce de ces matières ». Ce rapport affirme en outre (au n° 210) que « ... le pillage, l'extorsion et la constitution d'associations de criminels sont devenus choses courantes dans les territoires occupés. Ces organisations, qui ont des ramifications et des liens dans le monde entier, constituent un grave problème de sécurité auquel la région va maintenant devoir faire face ». Mais l'Afrique étant périphérique dans le jeu et les enjeux de la mondialisation, est laissée à la merci des affairistes de tout bord. D'où une certaine criminalisation des affaires et de l'État.

Trois autres grands rapports sur la situation en RDC arrivent à la même conclusion : celui de Human Rights Watch, de mars 2001, sur le rôle néfaste de la présence de l'armée ougandaise en RDC et plus particulièrement dans le conflit entre Hema et Lendu dans l'Ituri, celui du rapporteur de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme en RDC et celui de l'International Rescue Committee (IRC), qui estime que plus de 3 millions de Congolais sont morts directement ou indirectement à cause de la guerre depuis le 2 août 1998.

Certains observateurs de la scène politique africaine ont parlé de la première guerre mondiale africaine. D'une part, en effet, des pays francophones d'Afrique (le Congo-Brazzaville, le Gabon, le Sénégal, le Tchad, le Cameroun, la République Centrafricaine) et le Soudan se sont rangés, au moins dans leur discours, du côté de l'alliance pro-Kinshasa. D'autre part, l'Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie, l'Erythrée, soutiennent l'alliance contre la RDC. Les dirigeants de ces pays n'entendent pas voir l'avenir du grand Congo se définir sans eux. Par ailleurs, la politique d'exploitation des multinationales guide de temps en temps celle des Etats qui les protègent et explique que la communauté internationale a fermé les yeux en 1998 et continue de les fermer sur la violation de l'intégrité territoriale de la RDC et de sa souveraineté nationale, pourtant protégées par la charte des Nations Unies et par celle de l'Organisation de l'Unité Africaine.

Promouvoir la paix en RDC et dans la sous-région doit signifier s'adresser aux causes et racines des conflits. L'accord de Lusaka, conclu en juillet-août 1999, était voulu pour faire partir Kabila. Ses parrains ne savent eux-mêmes trop qu'en faire aujourd'hui. Mais il reste important, dans la mesure où il peut conduire à un consensus sur l'avenir des Congolais. L'horizon de la paix est lié à la démocratie, à la bonne gouvernance, à la participation populaire et au développement durable. Tant qu'il manquera dans la région des règles claires, légitimes et équitables d'accès, de gestion et de fin de pouvoir, la force tendra toujours à prévaloir sur la justice et l'arbitraire sur le droit, avec comme conséquences la violence et d'innombrables souffrances.

Rigobert MINANI Bihuzo s. j.